

« Post-sionisme, oui. Mais après ? », Le Monde, 29 avril 1998 (avec Jean-Christophe Attias).

LE sionisme a cessé d'être une force mobilisatrice dans de nombreux secteurs de la société juive israélienne, sans qu'une autre idéologie ou vision du monde susceptible de rencontrer un large consensus ait pu le remplacer comme base de légitimation de l'Etat. La situation en Israël ressemble à celle des pays où de fortes idéologies, comme le socialisme et le communisme, se sont effondrées. Mais à la différence de la crise que traversent ces pays, celle que connaît Israël n'est pas unanimement reconnue comme telle par ceux-là mêmes qui la vivent, en raison de fortes pressions sociales qui continuent à maintenir une allégeance rhétorique au sionisme.

Une ère nouvelle ne s'en est pas moins ouverte, ordinairement qualifiée de « post-sioniste », faute d'un terme plus précis ou plus adéquat. Une révision radicale de l'histoire de l'Etat et de ses origines a pu être conduite par ceux que l'on appelle désormais les « nouveaux historiens ». La « nouveauté », en l'occurrence, tient beaucoup moins à leur manière de faire et d'écrire l'histoire qu'aux résultats du réexamen qu'ils ont engagé, au prix de vives controverses dans la presse israélienne.

Considéré comme plus scandaleux encore que diverses autres remises en question est le traitement réservé par les « nouveaux » historiens à la place du génocide dans la naissance et le développement du nouvel Etat. Cet événement tragique est traditionnellement présenté comme la justification ultime du sionisme et de la fondation d'Israël, dans le cadre d'une reconstruction historiographique où cette fondation, en 1948, devient la finalité heureuse de l'histoire juive. La « nouvelle histoire » montre comment la Shoah fut, au contraire, utilisée pour renforcer les sentiments nationalistes et mise en avant dans le conflit israélo-arabe. Arafat n'a-t-il pas souvent été comparé à Hitler ?

Les post-sionistes exigent que l'on sépare l'examen historiographique de la Shoah de celui du conflit israélo-arabe, et que l'on situe ce dernier d'abord et avant tout dans son contexte géopolitique propre : le Moyen-Orient. Ils reprochent en même temps au mouvement sioniste de n'avoir pas fait suffisamment d'efforts pour sauver les juifs d'Europe.

Ces historiens ne sont pas isolés. Ils trouvent de puissants alliés en maints sociologues talentueux, tel Baruch Kimmerling. La caractérisation de la communauté juive palestinienne puis d'Israël comme société coloniale est probablement aussi ancienne que l'idée sioniste elle-même. Elle est au fondement même de la pensée arabe et palestinienne de la fin des années 60. Mais, en tant que perspective sociologique, elle n'a été formulée en Israël que récemment, à la faveur des développements qui ont suivi la guerre de six jours en 1967.

En général, le public israélien juge calomnieuse une telle association. Parler du colonialisme d'Israël laisse en effet entendre que les juifs ont conquis une terre et qu'ils en ont dépouillé et exploité les natifs. Les sionistes envisagent au contraire traditionnellement la colonisation de la Palestine sans référence au colonialisme. Pour les « post-sionistes », en revanche, le sionisme est un exemple de colonialisme tout à fait remarquable, qui réussit à fonder un Etat malgré son manque de moyens militaires et financiers.

Il reste, dès lors, fort peu de place au récit convenu du retour du peuple élu à sa patrie vide, transformée bientôt en un paradis terrestre, face à un monde globalement antisémite et hostile. Le sionisme n'est plus un cas unique de nationalisme. Il peut aussi être analysé comme un colonialisme parmi d'autres, avec, certes, ses propres particularités.

Multiforme, cette désidéologisation de l'histoire sioniste s'attaque aussi au mythe du melting-pot, un des idéaux de base du sionisme. Il apparaît clairement que l'objectif offert aux nouveaux immigrants n'était nullement la fusion harmonieuse de traditions culturelles diverses mais de fondre toutes les populations, notamment orientales, dans un creuset unique, fondamentalement ashkénaze.

Les autres refoulés de l'histoire du sionisme, avec l'Arabe, sont le juif diasporique et le sépharade. Un refoulement dont Israël n'a pas fini de payer le prix.

Sans entrer dans les méandres de ce débat national et tout en gardant à l'esprit que seule une mince frange de la société israélienne se reconnaît dans le post-sionisme, force est de constater que l'émergence d'un tel discours ne saurait être dissociée d'un climat culturel global.

Les échos que ces analyses suscitent désormais sont le signe indéniable de la vitalité du débat intellectuel en Israël et de la pluralité des opinions qui s'y expriment. Et l'on peut regretter que l'exécration dont M. Nétanyahou et son gouvernement font généralement l'objet à l'étranger soit aussi une manière de fermer les yeux sur la diversité d'une société israélienne en pleine mutation. Il est vrai que l'aveuglement n'est pas moindre parmi certaines franges des communautés juives de diaspora qui ne tolèrent pas la plus petite critique d'Israël, au point de devenir totalement fermées à celles qui se font entendre en Israël même... Mise en scène d'un « meurtre des pères », la controverse historiographique post-sioniste est incontestablement vivifiante. Et l'on ne peut que lui rendre grâce d'avoir rompu avec un roman édifiant. Sans doute certains de ses censeurs ont-ils été amenés à souligner que ce nouveau discours tend à réduire l'écriture de l'histoire à une chronique de l'injustice et de la misère qui fait fi du contexte et bascule finalement dans une métahistoire. Le risque n'est alors pas loin, selon eux, de la description sentimentale, l'historien étant sommé de s'identifier avec les vaincus et de vilipender les vainqueurs. Comme si la victoire du sionisme suffisait à le rendre immoral...

La France et ses intellectuels découvrent aujourd'hui avec ravissement, mais avec quelque retard, ces stimulants trouble-fête que sont les « nouveaux historiens » israéliens. Il est certes indéniable que la pensée post-sioniste recèle un ferment critique éminemment salutaire. Il reste que les interrogations qu'elle formule, endogènes, sont l'expression des tensions intérieures d'Israël (voire, plus spécifiquement encore, de tensions intérieures à la gauche israélienne elle-même), et qu'elles sont fort éloignées, entre autres, des préoccupations des juifs de la dispersion, nullement prises en compte.

Alors même qu'elle voit dans l'historiographie qui l'a précédée un exemple typique d'historiographie nationaliste, étroitement dépendante des conditions d'isolement dans lesquelles elle se développa, la « nouvelle histoire » israélienne n'en est pas moins très « israélocentrée », même si elle prend désormais les Arabes en considération.

De ce point de vue, on peut penser que le grand chantier de la révision vient tout juste d'être ouvert. Les premiers acquis, essentiels, permettent d'envisager un considérable élargissement des perspectives. L'on se prend à espérer des essais de réappréciation globale, non point seulement de l'histoire de l'Etat et de son idéologie fondatrice, mais de toute l'histoire des juifs. Car c'est une large part de l'histoire des juifs, de Palestine ou de diaspora, depuis les temps bibliques jusqu'à aujourd'hui, qui a été repensée et réécrite, au XXe siècle, à travers le prisme idéologique sioniste. Cette réécriture ayant pour finalité inconsciente ou avouée de démontrer que le sionisme et la création de l'Etat n'ont été que l'aboutissement logique, quasiment inévitable, de toute éternité préparée, d'un processus historique remontant au moins à Abraham...

Est-il donc vrai que les juifs ont partout et de tout temps été attachés à la terre de leurs ancêtres ? Si oui, que pouvait bien signifier cet attachement ? Sinon, ce défaut d'attachement correspondait-il vraiment à un étiolement conjoncturel de l'identité juive ? Le sionisme a-t-il pleinement assumé les attentes séculaires des juifs ? A-t-il rompu avec elles ? Les a-t-il subverties, voire trahies ? Pourquoi le peuple juif continue-t-il de choisir l'exil dans son écrasante majorité ?

Un tel réexamen n'aurait pas que des désavantages. Il rappellerait d'abord que, pour les juifs, le sionisme, loin d'être un destin, fut un choix parmi d'autres. Il ouvrirait ensuite la voie à une étude comparée des représentations de la terre d'Israël qui continuent de travailler l'inconscient collectif juif dans son ensemble. Il permettrait de comprendre plus clairement pourquoi l'Israël fantasmatique des juifs de la dispersion n'a pratiquement rien de commun avec l'Israël quotidiennement vécu des Israéliens. Il permettrait de dessiller les yeux des premiers et de décharger enfin les seconds d'une responsabilité qu'ils n'ont pas à assumer : venir au secours des attentes et des frustrations de la diaspora, lui fournir l'un des principaux cristalliseurs (avec la Shoah, notamment) de son identité.

Une telle entreprise de démythologisation globale, s'inscrivant dans la longue durée historique et prenant en compte la diversité des espaces, est peut-être l'une des conditions nécessaires d'une normalisation à la fois de l'existence de l'Etat juif, de ses rapports avec ses voisins, et des liens mutuels que lui-même et la diaspora sont naturellement amenés à développer.

L'on se prend à espérer des essais de réappréciation globale, non point seulement de l'histoire d'Israël et de son idéologie fondatrice, mais de toute l'histoire des juifs.